

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET DE L'ÉNERGIE

Direction régionale de
l'environnement, de l'aménagement
et du logement
Alsace

Unité territoriale du Haut-Rhin

Mulhouse, le 21 janvier 2014

**RAPPORT DE L'INSPECTION
DES INSTALLATIONS CLASSÉES
CONSTATS D'UNE VISITE DE CONTRÔLE**

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement / Visite de contrôle
Société Peugeot-Citroën PSA à Sausheim

Annexes : sans

- 1. Cadre légal, circonstances de la visite**
- 2. Thèmes de la visite et référentiels**
- 3. Installations contrôlées**
- 4. Constats**
- 5. Conclusion**

1. Cadre légal, circonstances de la visite

- **Cadre légal** : articles L 171-1 à -5, L 172-1 à -3 du code de l'environnement,
- **Régime de classement de l'établissement, secteur d'activité** : Autorisation (IED/IPPC),
- **Date et horaire de la visite** : 09 janvier 2014 de 9h à 11H50
- **Numéro SIIIC** : 67-0467
- **Adresse du site visité** : Route de Chalampé BP 1403 68390 Sausheim
- **Type de contrôle** : Visite approfondie
- **Nature du contrôle** : Contrôle planifié
- **Circonstance du contrôle** : Contrôle annoncé (courriel du 06/12/2013)

2. Thèmes de la visite, enjeux, référentiels

Le thème de la visite est la prévention du risque « grand froid » sur les sites industriels. L'enjeu (et objectif de l'inspection) est de veiller à la prise en compte de l'événement climatique « grand froid » qui peut être cause de rupture d'équipements ou rendre inopérant certains matériels.

Les conséquences de ces températures extrêmes sur des installations industrielles ont été reprises dans un flash-info du ministère (BARPI-Aria) de novembre 2012.

L'incident de Pentecôte 2012 de fuite d'eaux huileuses avait pour origine première la réparation incorrecte d'une rupture d'une conduite sous le gel.

Le référentiel est:

- le canevas d'arrêté préfectoral , en particulier ses articles 2,11 sur les objectifs généraux d'exploitation des installations et , 7,2,6 sur les risques naturels (autres).
- l'arrêté n° 2013136-021 du 16 mai 2013 notamment son article 12 sur la conception générale de l'installation.

3. Installations contrôlées

L'inspection s'est déroulée en salle sur la base d'un canevas d'inspection et s'est poursuivie dans les bâtiments SA45 (surpresseur sprinklage) et R47 (stockage de produits chimiques) pour y vérifier les pratiques de relevés de température.

4. Constats

L'aléa climatique « grand froid » n'est pas étudié dans le cadre de l'étude de dangers du site.

Il n'y a pas de consignes spécifiques pour la conception et la construction hors les règles usuelles telles que les règles « neige et vent ».

Une gestion de plus en plus rigoureuse de l'énergie a conduit le site à établir une consigne de chauffage avec son prestataire en chauffage.

Cette consigne MU#10ENE08 fixe des périodes de chauffage en fonction de températures externes et les températures d'ambiance selon la nature des bâtiments ; elles sont de 16°C

pour les ateliers actifs, 12°C pour les parties hors production et 8°C pour la mise hors gel (certains bâtiments déclassés ne sont plus chauffés pour renforcer les économies d'énergie).

Il a été exposé le tableau de consignes établi par bâtiment pour la période d'arrêt de fin d'année 2013 (du 21/01 au 13/01) aux fins de gestion par le prestataire

Il existe une consigne du groupe (ref PGR_PNRI_107_V01 datée du 11/01/2007) pour la prévention du gel des installations de protection contre l'incendie.

Sur cette base l'exploitant a exposé sa pratique de protection des équipements incendie (enterrés en extérieur, aériens en interne dans des bâtiments), il a notamment précisé sa pratique de mise du sprinklage sous pression d'air dans les bâtiments non chauffés, et sous eau glycolée pour les dépôts sous auvents (déchets)

Le bâtiment du surpresseur sprinklage est maintenu en température à 15°C, la bâche extérieure est sous alarme (non vérifiée), la réserve de combustible (fioul) du groupe est interne au bâtiment.

Pour l'intervention en cas de sinistre, l'exploitant précise que des consignes de déneigement sont générales au site (équipements spécifiques et astreinte de déneigement). 6 pompiers sont présents sur place et disposent de locaux de repos permettant d'attendre une relève en cas de difficulté de circulation extérieure.

Sur les produits stockés, l'exploitant ne connaît pas de produits changeant d'état entre +10°C et -20°C. Toutefois l'examen du tableau informatisé « températures-produits-stock-R47-FDS » fait état de températures minimales et maximales autour de 0°C.

La visite de l'entrepôt R47 affecté au stockage des produits chimiques a mis en évidence une température de 15°C sur un thermomètre à alcool pour une consigne de 16°C ; le passage en salle de gestion informatisée permet de relever une température de 14,2°C (maintien en température difficile).

Un produit de traitement de surface à base de nickel (nom commercial) ref. H7004 présente une limite basse de stockage de 14°C, la fiche de données de sécurité n'indique pas le risque encouru (usage ou physique) en cas de stockage sous cette température.

Le tableau est incomplètement rempli : absence de nom de produit pour la référence Z000519256 qui s'avère être une huile d'usinage à stocker entre 5 et 40°C.

Le passage au bâtiment SA45 affiche une température interne (au thermomètre) de 18°C , il n'y a pas de température affichée pour la température de la bâche d'eau d'incendie extérieure, seule existerait une alarme reportée au PC sécurité sans redondance ni moyen d'anticipation en cas d'atteinte de la limite.

5. Conclusion

Non-conformités

La visite du 09/01/2014 n'a pas mis en évidence de non-respect des dispositions contrôlées

Observations

Le risque climatique de froids extrêmes n'est pas étudié au travers de l'étude de dangers et se traite au travers de standards de construction ou consignes d'exploitation.

Le risque de gel est accru par une gestion très économe du chauffage en lien avec les difficultés économiques actuelles du groupe.

L'exploitant doit veiller à remplir complètement le tableau des produits stockés au bâtiment R47 (réf de produit sans nom).

Questions

L'exploitant regardera l'existence d'une sonde de température pour la bache d'eau de sécurité et son intérêt tant en terme d'anticipation d'un risque de gel que de redondance d'une alarme défectueuse.

L'exploitant précisera la nature des températures minimales et maximales affichées dans les fiches de sécurité (perte d'usage ou risque pour les personnes et l'environnement) et indiquera les conséquences de l'absence de respect de la consigne de chauffage dans le bâtiment R47.

L'inspecteur de l'environnement
(Installations classées)

copie à : l'exploitant